

# LA CORSE ET LA LUTTE DES IMAGINAIRES POLITIQUES

*En un demi-siècle, la Corse a connu des bouleversements politiques remarquables. Sur le plan institutionnel, à compter de 1982, un processus de différenciation en a fait l'unique collectivité métropolitaine française où l'autorité exécutive est politiquement responsable devant l'assemblée délibérante, et l'unique territoire où l'on ait fusionné une autorité régionale avec plusieurs autorités départementales. Sur le plan électoral, le mouvement nationaliste apparu durant les années 1970 est devenu l'acteur dominant et a rassemblé quasiment 68 % des voix lors des élections territoriales de 2021, un résultat unique en Europe pour un mouvement de ce type. Après quatre décennies marquées par la contestation, des milliers d'attentats à l'explosif et quelques dizaines d'assassinats, le nationalisme corse était passé du rang de paria à celui de force mainstream, pouvant rassembler des électeurs issus de tous horizons.*

**André FAZI**

Maître de conférences en science politique  
Université de Corse Pasquale Paoli

Ces transformations ne sauraient être interprétées sous le seul angle de la rationalité des acteurs impliqués, de la détermination de leurs intérêts, de leurs buts et des moyens idoines pour les atteindre. Elles ont été conditionnées par des sentiments nouveaux et des valeurs émergentes, eux-mêmes suscités par de fortes mutations politiques, économiques et culturelles,

aux niveaux local, national et international. On ne peut refaire ici l'histoire du nationalisme corse, mais ce mouvement s'est appuyé sur un ensemble de représentations inédites de ce qu'étaient et de ce que devaient être la Corse et les Corses, sur un nouvel imaginaire collectif, un nouvel imaginaire politique. Je chercherai ici à montrer comment ce dernier est progressivement devenu prépondérant.

## L'IMAGINAIRE POLITIQUE : SOLIDE ET FRAGILE

L'imaginaire politique suscite une attention croissante parmi les politistes, philosophes, sociologues et autres anthropologues du politique. S'agissant d'un thème qui a mobilisé des penseurs aussi influents que Castoriadis, Lefort ou Laclau, cela ne saurait étonner. Parmi les récents faits marquants, on peut retenir le livre consacré par Kristin Ross à la Commune de Paris (2015) et le numéro spécial de la revue *Social Epistemology* (2019).

Logiquement, l'imaginaire politique s'inscrit dans un champ plus large qui est celui de l'imaginaire social. Afin de le caractériser, je repartirai de la proposition de Charles Taylor, selon qui un imaginaire social est une « façon partagée d'imaginer la société » ; il « constitue en fait l'ensemble de la compréhension partagée, souvent implicite, d'une population, qui est sous-jacente à leurs pratiques communes. C'est ce qu'ils doivent "imaginer" ensemble pour que leurs pratiques aient le sens qu'elles ont. » Rapportant cette définition à la question – controversée – de ce qui est politique, je dirai qu'un imaginaire est politique lorsque cette « compréhension partagée » affecte les processus de production, de légitimation et de contrôle des normes d'organisation de la vie en société, et/ou le processus d'allocation institutionnalisée de ressources et de valeurs.

Pour prendre un exemple caricatural, une population terrorisée aura normalement plus de difficultés à se mobiliser contre le pouvoir. Or, comme l'affirmait déjà Machiavel, la réputation n'est pas strictement corrélée à la réalité, et le talent de l'acteur politique réside largement dans sa capacité à construire et préserver l'image qu'il souhaite donner à sa population.

La première grande difficulté de l'étude de l'imaginaire politique est donc la mutabilité de l'objet. L'imaginaire politique nourrit et/ou légitime les émotions, les idéologies, les discours et les actions politiques, mais le lien n'est pas unilatéral ; ceux-là influencent, déconstruisent et reconstruisent celui-ci. L'imaginaire étant le produit d'une sédimentation, on le conçoit intuitivement comme durable, qu'il se traduise par la remise en cause ou par la légitimation de ce qui est institué. Toutefois, il est soumis en permanence à des tensions, et le cas de la Corse l'illustre bien.

Du début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1950, l'indissolubilité du lien unissant la Corse à la France était au cœur de l'imaginaire politique insulaire. À compter des années 1970, le mouvement nationaliste a su partager de plus en plus largement un imaginaire au fondement inverse.

Cependant, l'imaginaire nationaliste lui-même n'a rien d'immuable. Dans les années 1970 et 1980, les élus locaux étaient

qualifiés de « *purcellacci techji* », de « sales cochons gavés »<sup>1</sup>, ou de *manghjoni*, ceux qui littéralement s'empiffrent<sup>2</sup>, à savoir des prévaricateurs. Or, aujourd'hui plus de 70 % des conseillers de l'Assemblée de Corse, quatre parlementaires sur six, et les maires des deuxième, troisième et cinquième communes les plus peuplées sont nationalistes. Cela étant, cet imaginaire a forcément évolué.

La seconde grande difficulté de l'étude de l'imaginaire politique est la confrontation à une impressionnante multiplicité de sources et à un questionnement sur leur représentativité. Les militants et plus encore les *leaders* cherchent non seulement à mobiliser mais à restructurer l'imaginaire politique de façon à servir leur cause, par le discours, l'action, ou la production artistique. En revanche, comment s'exprime l'imaginaire de ceux qui affirment ne porter aucun intérêt à la politique, qui représentent plus du quart des citoyens en France et probablement autant en Corse (où l'on ne dispose quasiment d'aucune enquête d'opinion) ?

S'appuyer sur les discours et programmes politiques reste indispensable. Même si l'auteur appartient à une élite, la construction de son propos ne saurait faire abs-

traction de l'imaginaire de son camp, car sauf exception, les partisans doivent s'y reconnaître. Il en est de même pour la presse militante ; chaque grand imaginaire politique étant épousé *et* alimenté par plusieurs titres.

Au niveau littéraire, la comparaison est plus difficile, et le champ peut apparaître excessivement large y compris en le limitant à des auteurs corses. En outre, l'éclipse du nationalisme corse au XIX<sup>e</sup> siècle, conjuguée au pouvoir hégémonique de notables totalement dévoués à la cause de l'intégration, ne stimulait guère l'écriture patriotique française.

Le chant apparaît aussi comme une source de grand intérêt, puisqu'il a été un véhicule-clé des idées nationalistes. Inversement, il semble impossible de définir un solide répertoire de chansons clamant explicitement un indéfectible attachement à la France. Cet attachement était vraisemblablement trop intériorisé et partagé pour devoir être affirmé.

Au niveau esthétique, la comparaison est plus difficile encore. Entre 1973 et 1982, les nationalistes excluaient de participer aux élections et utilisaient des formes alternatives d'occupation de l'espace public : affichages, bombages, etc. Malgré l'institutionnalisation du mouvement, ces formes restent centrales dans son imaginaire. Rien de tel dans le camp opposé, même lors des années 1970, lorsque des groupes clandest-

1 - Selon la chanson *L'eletti* du groupe *Canta u populu corsu* (Ricordu, 1978).

2 - Selon l'affiche de Batti Manfruelli pour le parti *Cunsulta di i cumitati naziunalisti* (1983).

tins commirent des dizaines d'attentats contre les militants nationalistes.

## FRACTURES DE L'IMAGINAIRE POLITIQUE

Il est difficile dans nos sociétés contemporaines, toujours plus plurielles politiquement, socialement et culturellement, de penser l'imaginaire politique au singulier. De même que l'on trouve une pluralité et une concurrence des acteurs, on trouve une pluralité et une concurrence des imaginaires politiques.

Or, il ne saurait s'agir d'identifier tous les imaginaires significatifs en Corse, dont la pluralité n'est pas nouvelle. Selon le journaliste Pierre Piobb (pseudonyme de Pierre Vincenti), le pouvoir individuel et autoritaire caractériserait le Sud de la Corse, alors que la culture politique de la Castagniccia serait plus égalitaire et démocrate. « Si le *pomontico* est un chef de parti, le *castagnicciajo* est un citoyen » (1909). Aujourd'hui encore, il serait facile de caractériser un imaginaire bonapartiste ajaccien, un imaginaire communiste et même un imaginaire du *partitone* [grand parti] de Corte, mais seuls nous intéresseront ceux qui ont des impacts sensibles au niveau de la situation politique générale de l'île.

Jusqu'à la décolonisation, les dénonciations du déficit d'intérêt de l'État vis-à-vis de la

Corse étaient fréquentes, y compris dans des titres acquis au gouvernement comme *l'Insulaire français* (1834-1848). Néanmoins, il existait un imaginaire politique hégémonique, suivant lequel les Corses s'étaient tant donnés à la France, notamment dans les guerres et l'aventure coloniale, que leur fidélité était éternelle, voire qu'ils étaient les plus français des Français. La figure de Napoléon, présenté comme le plus grand des Français et l'incarnation de la grandeur nationale, se trouve logiquement au centre de cet imaginaire.

Dans son *Histoire de la Corse* (1906), l'abbé Girolami-Cortona affirme que « la Corse n'a plus de vie distincte. Son histoire finit à Pontenovo<sup>3</sup>. Depuis, la vie du peuple corse se confond avec la vie du peuple français, et ces deux peuples nés pour se comprendre et s'aimer, s'avancent ensemble à pas de géants à la conquête de tous les progrès. » Selon l'écrivain Lorenzi de Bradi, l'histoire n'a d'ailleurs fait que réunir ce qui avait été accidentellement séparé. La Corse serait « un lambeau de la France dont elle a été arrachée par un de ces effroyables cataclysmes qui changeaient la face de la Terre, pendant l'époque chelléenne » (1928).

Toutefois, la fin du XIX<sup>e</sup> et surtout le début du XX<sup>e</sup> siècle ont vu l'apparition de critiques brutales, notamment de la part d'un premier mouvement régionaliste.

3 - Lieu de la bataille décisive et perdue face aux armées françaises en 1769.

Juste avant la Première Guerre mondiale, l'instituteur Xavier Paoli écrivait dans *A Cisptra* que « la Corse n'est pas un département français, elle est une nation vaincue qui va renaître » (1914). À cette remise en cause du lien entre la Corse et la France se conjugue celle des notables insulaires, accusés d'être les fossoyeurs de l'île et de son peuple du fait de leur incompétence et de leur corruption. Quant à Napoléon, il n'est plus un héros mais un oppresseur de la Corse. L'unique grand héros est Pascal Paoli, qui bâtit un État indépendant puis refusa la soumission aux armées de Louis XV (1755-1769).

Ce premier régionalisme n'eut d'impact majeur qu'au niveau culturel, d'autant qu'il refusait les candidatures aux élections, et que certaines de ses figures se compromirent par leurs sympathies à l'égard du fascisme italien, ayant pour effet de déchaîner le patriotisme français dans l'île. Néanmoins, il ouvrit une première brèche dans l'imaginaire politique corse : le principe le plus partagé et intériorisé, celui de l'intégration et de la dévotion définitives à la nation française, ne pouvait plus prétendre à l'unanimité.

Il fallut attendre quelques décennies pour que ce principe soit réellement fragilisé, dans un contexte porteur de troubles. La décolonisation signifiait non seulement la fin d'une mine d'opportunités économiques pour les Corses, mais un très net affaiblissement symbolique de la France,

dont la présence considérée si bénéfique était désormais rejetée – voire violemment combattue – par de nombreux peuples. Certes, le nouveau mouvement régionaliste corse, apparu dans les années 1960, était initialement prudent, prétendant même ne pas vouloir détruire l'unité française mais la sauver. Cependant, il bascula rapidement dans des répertoires plus radicaux.

L'année 1973 a vu la transformation du régionalisme en nationalisme, ainsi que l'apparition de la première organisation clandestine significative. La Corse n'est plus pensée comme une région française mais comme une nation dotée de droits politiques, que certains militants choisissent d'affirmer par la violence car cette nation est menacée de mort par l'État. Selon le grand manifeste autonomiste de 1973, *A chjama di u Castellare* [l'appel de Castellare], « le peuple corse a reçu de la nature et de l'histoire le droit inaliénable d'être maître de son destin et de son sol, l'île de Corse. Ce droit qui est le nôtre demeure intact alors même que de longue date une nation étrangère se l'est arrogé. Bien que vaincue et soumise, la nation corse [...] existe encore aujourd'hui. Elle ne peut disparaître que par la destruction de son peuple. C'est de cela précisément qu'il s'agit aujourd'hui. Nous accusons l'impérialisme français de tenter de détruire le peuple corse, en le chassant de chez lui par des moyens détournés, afin d'en faire une population dispersée de quémandeurs. »

Très vite, ce nouvel imaginaire va être à la fois consolidé et mis à l'épreuve par les événements d'août 1975. Face à la quinzaine de militants autonomistes armés de fusils de chasse, qui occupaient une cave à Aléria pour dénoncer les fraudes vinicoles et exiger la redistribution des terres des « escrocs », l'État a envoyé 1 200 membres des forces de l'ordre, dotés de matériel militaire, et l'assaut s'est soldé par la mort de deux gendarmes et la grave blessure d'un occupant. Ce fut un véritable choc moral, au sens de Jasper, un cas où « une information ou un événement inattendu suscite un tel sentiment d'indignation chez les gens qu'ils en deviennent enclins à l'action politique ». Les témoignages militants abondent en la matière<sup>4</sup>. Cinq jours plus tard, l'organisation autonomiste était dissoute, et Bastia connaissait une nuit d'émeutes durant laquelle un policier fut tué et 18 autres blessés par balles.

Le nationalisme corse connut ainsi une fracture entre le mouvement autonomiste qui entendait mener son combat publiquement, et un nouveau mouvement indépendantiste clandestin, selon lequel la violence était l'unique moyen d'atteindre les buts fixés, et en fit donc un moyen d'action central et ordinaire. Dès lors, chacune des deux grandes tendances a structuré son propre imaginaire. Le premier est largement établi sur la personnalité du

leader charismatique et de rares confrontations dramatiques entre militants et forces de l'ordre ; le second est centré sur la violence et le sacrifice militant quotidiens, leur légitimité et plus encore leur caractère indispensable, qu'il s'agisse de la préservation du littoral ou de tout bénéfice sensible.

## PLURALISME ET MONISME ?

En Corse, deux imaginaires principaux se font face depuis les années 1970, structurant le champ politique. Le premier se fonde sur l'hétéronomie, sur l'idée que la Corse est légitimement, volontairement et irrémédiablement intégrée à la France, qu'elle n'aurait pu trouver pays plus généreux à son égard, et qu'on ne saurait se détourner de ses principes unitaires sans remettre en question cette intégration. C'est ce qu'exprimait le sénateur Ornano au sujet du projet de statut particulier de 1982 : « Pourquoi un statut particulier pour les Corses ? Pourquoi des élections anticipées en Corse ? [...]. C'est là [...] que commence le régime colonial, et nous n'en voulons pas. [...] de nombreuses personnes pensent qu'il s'agit là d'un premier pas fatal vers le relâchement des liens qui unissent la Corse à la France, confortées qu'elles sont dans cette crainte par des appellations telles que "assemblée de la Corse" ou "peuple corse". »

4 - Par exemple dans la première partie du documentaire *Génération FLNC* de Samuel Lajus (2002).

Le second se fonde sur l'autonomie, c'est-à-dire le droit de choisir son propre destin politique. La Corse ayant été achetée puis conquise par les armes, elle est illégitimement française, et les Corses forment toujours une communauté politique distincte, riche de ce droit de décider de son avenir.

Cette opposition entre deux grands imaginaires n'a pas uniquement un relief idéologique ; elle fonde une fracture sociale. D'un côté, les nationalistes, spécialement les soutiens de la violence, ont été représentés comme dangereux, terroristes, non seulement ennemis du suffrage universel mais de la Corse véritable, celle qui a tout donné à la France et en a tant reçu. En ce sens, on affirmait volontiers qu'ils comptaient en leurs rangs beaucoup d'immigrés récents, spécialement d'Italie. D'un autre côté, la chanson militante dénonçait *i Corsi impinzutiti*<sup>5</sup>, les « Corses francisés », ou ce « Corse bâtard, pensionné, acculturé, qui mange et chie en français, et me traite comme un bandit »<sup>6</sup>.

Pourtant, il ne s'agit pas – ou plus – de deux blocs parfaitement homogènes et hermétiques l'un à l'autre. L'imaginaire de l'hétéronomie a évolué, en grande partie du fait de la diffusion rapide de son concurrent. Il y a 40 ans, un « statut parti-

culier » très timide suscitait l'ire indignée des partis dominants dans l'île. Désormais, le particularisme apparaît comme un patrimoine symbolique partagé par tous les acteurs significatifs ; aucun d'entre eux ne revendique le droit commun et la vraie question est de fixer les limites du particularisme.

Non seulement on affirme plus fort la spécificité insulaire, mais les campagnes électorales montrent un abandon progressif des symboles d'attachement à la République, de ces éléments de nationalisme banal que sont l'invitation de personnalités politiques nationales, les drapeaux et rubans tricolores, ou la clôture des meetings par la Marseillaise. L'évolution est encore plus nette au niveau partisan, puisque les investitures nationales, encore très disputées il y a vingt ans, sont aujourd'hui rejetées par ceux auxquels elles sont proposées. On veut apparaître au seul service de la Corse, ce qui se traduit par la mise à l'écart des symboles nationaux.

Inversement, si le nationalisme corse est devenu la force politique dominante, c'est notamment parce qu'il a renoncé à ses discours et actes les plus clivants. Même les indépendantistes légitimant la violence sont devenus une option électorale possible pour une grande partie de la population. Quant aux autonomistes, ils reçoivent des soutiens de citoyens venus de tous horizons politiques et géographiques. Le slogan *I Francesi Fora*, « les

5 - *In Canta u populu corsu, Eri oghje dumane* (1973).

6 - *Canta u populu corsu, « Ribellu », in Libertà per i patriotti* (1979).

Français dehors », emblématique des années 1970 et 1980, demeure dans l'imaginaire mais est sorti de la praxis nationaliste. Ceux qui se présentaient comme les candidats de la rupture, comme les pourfendeurs des injustices et des archaïsmes, se présentent dorénavant comme les élus d'une Corse unie et réconciliée. Quasiement tous les maires nationalistes ont ainsi fait le choix de ceindre l'écharpe tricolore. Le président du Conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, le justifia au nom du respect des « générations les plus anciennes » et de la volonté de « réconcilier les camps, hier opposés, les mémoires, et les symboles ».

Au-delà des convergences, on peut affirmer qu'un imaginaire politique commun existe bien en Corse. Parmi ses grands traits, je citerai :

- L'insularité, qui fonde une frontière et une singularité indiscutables, et qui est vécue comme une ouverture autant que comme une fermeture. C'est elle qui forge ce que José Gil appelle le « corps primitif », auquel tous les Corses revendiquent leur appartenance, par-delà la lutte des envies qui se concrétise dans la segmentarité clanique.
- L'affirmation de la spécificité, au niveau économique mais plus encore au niveau culturel. Dans le roman *La Fiera* de Marie Susini (1954), la vieille

tante « parla de la honte qui était sur leur famille depuis qu'il s'était marié avec cette Française. Elle pleura, voulant tour à tour mourir ou étrangler la *pinzutta*<sup>7</sup>. » Au demeurant, la référence identitaire est devenue plus difficile à manier. Dans les années 1960, l'État lui-même distinguait sans difficulté Corses et non-Corses. Aujourd'hui, comme le montre l'anthropologue Matei Candea, les frontières sont bien plus floues, et les partis nationalistes eux-mêmes se réfèrent à l'idée d'une « communauté de destin » depuis la fin des années 1980.

- Le sentiment d'être incompris voire abandonnés à leurs difficultés par l'État, ce qui a souvent pour corollaire l'atténuation, voire la négation, des responsabilités des Corses.
- Le factionnalisme endémique et auto-destructeur, dont l'envers est la sacralisation de l'union face aux menaces exogènes.
- L'attachement aux valeurs de communauté, de solidarité, de liberté et de fierté.
- L'attachement à la justice, y compris lorsque celle-ci est privée ; cette dernière n'étant que la conséquence de l'absence d'une institution crédible.

7 - *Pinzutu* désigne un Français continental.

Certes, la prudence est de rigueur, car l'on peut rencontrer des conceptions diverses voire antagoniques des caractères communs. Par exemple, dans les années 1980, l'attachement aux valeurs de solidarité ne se concevait pas de la même façon pour la classe politique dominante et pour les nationalistes radicaux. Pour les premiers, la structure clanique et clientéliste de la société était indispensable à la protection et au bénéfice des individus et des familles. Loin de là, pour les seconds, la solidarité s'entendait essentiellement à travers le soutien à leurs militants touchés par la répression étatique. En somme, il est possible de caractériser des éléments très largement partagés, mais il ne faut pas – paradoxalement – que cela puisse nuire à la compréhension générale du système.

\*  
\* \*

La Corse est une petite société insulaire qui a connu de nombreux bouleversements en un siècle : culturels, économiques, politiques... mais aussi symboliques. En quelques décennies, l'imaginaire longtemps dominant, celui de l'hétéronomie, s'est trouvé contesté puis dominé, et il a sensiblement évolué sans pour autant disparaître.

Le cas corse montre particulièrement bien que l'on peut envisager l'imagi-

naire politique à travers deux grandes perspectives : l'une moniste (ou holiste), l'autre pluraliste. La première, fondée sur les traits prétendument partagés par l'ensemble de la communauté politique, tendrait à célébrer son unité, sa durabilité voire sa naturalité, et par là même sa spécificité. Cela n'exclut pas la désignation d'ennemis, mais ces derniers s'auto-excluraient de fait de la communauté. La seconde se fonderait sur l'opposition des imaginaires propres à chacune des grandes tendances autour desquelles s'organise la compétition politique. Cela suppose de porter une plus forte attention aux contingences et aux stratégies des acteurs, et présente l'imaginaire comme une réalité plus artificielle et précaire. La présence de traits communs et durables – comme l'acceptation de l'alternance pacifique au pouvoir – n'est pas exclue, mais l'originalité de ces traits n'est pas garantie.

La voie à privilégier est naturellement de conjuguer les deux perspectives. Comprendre les structures, fonctionnements, attitudes et pratiques politiques nécessite de caractériser aussi bien ce qui unit que ce qui divise. J'espère avoir montré que la Corse, par la singularité et la richesse de son histoire contemporaine, met en lumière la pertinence de cette approche et mérite des investigations approfondies sur ce sujet de l'imaginaire politique ■